

Transition non cataclysmique

La société civile arabe commence à interpeller les sphères académiques. Un ouvrage collectif *Les sociétés civiles dans le monde musulman* vient de lui être consacré aux éditions La Découverte (*).

La chute des régimes de Ben Ali et Moubarak en Egypte, le vacillement de ceux de Libye, du Yémen et de Syrie, les réformes annoncées dans la précipitation au Maroc, les autres processus en cours ailleurs, semblent tous sonner la fin imminente d'un ordre de partis uniques (ou hégémoniques) et de jeunes Etats nationaux prométhéens qui avaient dominé la région Mena depuis les années 1960.

Ces régimes aujourd'hui agonisants ont une première particularité commune : des programmes censés faire le bonheur du peuple malgré lui et des gouvernants inamovibles, avec des royaumes et des émirats assis sur des barils de pétrole, le plus ancien Premier ministre non élu à Bahreïn (depuis 1971), le plus ancien dirigeant à la tête d'un pays en Libye (Kadhafi, depuis 1969), les trente années de règne de Moubarak en Egypte, les trente-trois ans de pouvoir d'Ali Saleh au Yémen...

«Régimes militaires, unanimisme, parti unique, autocratie, népotisme et clientélisme généralisés, qui régnaient en maîtres sur des sociétés vaincues et réduites au silence, semblent avoir vécu», est-il écrit dès l'introduction.

Les signes avant-coureurs de ces mutations sont connus, mais les régimes sourds et malentendants ont feint de les ignorer : les soulèvements à Bahreïn (les années 1990), les émeutes du pain en Jordanie (1996) et en Egypte (2008), celles dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008), le mouvement Vert en Iran, dont l'apogée a été le refus de la réélection d'Achmadinejad (2009).

«De tous ces mouvements, il n'a pas échappé aux observateurs avertis qu'octobre 1988 à Alger a été, malgré son échec, le premier, celui qui a ouvert la voie à cette nouvelle série de protestations. La mémoire de cet échec explique que les quelques épi-

sodes de révolte en Algérie, le 5 janvier 2011, qui ont fait pourtant des morts et des blessés, avec l'immolation de plusieurs jeunes, sont restés sans suite. Le souvenir des jeunes manifestants fauchés à la mitrailleuse lourde ou torturés dans les geôles par la police secrète la plus puissante du monde arabe continue à hanter la société algérienne, qui a déjà payé un prix très élevé de sang et de violences physiques et morales, surtout si l'on y ajoute le tribut représenté par les 200 000 victimes de la décennie noire».

Aucun ouvrage d'histoire contemporaine ne mentionne cette date. Celle-ci n'est ni célébrée, ni débattue. A la lumière de cette amnésie organisée (du pouvoir) ou de cette ingratitude (des démocrates autoproclamés), on comprend mieux pourquoi cette donne subtilement relevée par les auteurs : «Atomisée, divisée, traumatisée, la société algérienne s'est montrée apparemment en retrait par rapport à la vague impétueuse qui a secoué la plupart des capitales arabes, alors que la société est en effervescence et que de nombreuses mobilisations sont en cours. Pour les mêmes raisons, ce n'est pas par hasard si la société syrienne, confrontée à une justice contrôlée par l'Etat et qui n'hésite pas à arrêter les jeunes mineurs et réprime sans pitié toute velléité de contestation, a été la dernière à bouger. La répression des soulèvements de 1982 reste gravée dans les esprits.» Le processus révolutionnaire algérien est exsangue. Maturité, mais aussi méfiance et scepticisme résultent de vingt années de dévoilements, de manipulations et d'instrumentalisations. C'est là que l'option «approfondissement de réformes structurelles adossées à une transition systémique non cataclysmique» qui nous fasse l'économie d'une «fracture sociale dommageable» actuellement prônée par le Conseil national économique et social trouve du sens.

Ailleurs, les signes avant-coureurs auguraient d'une fin sans appel pour les dictatures. Il restait à connaître l'ampleur et la forme des mouvements qui allaient les

balayer. Et là tous les observateurs sont étonnés : «C'est surtout sa forme qui a laissé pantois : un mouvement de jeunes, qu'aucun parti, aucune association ne peut se targuer d'avoir préparé et encore moins dirigé – même si l'on peut dire que nombreuses ont été les organisations, politiques et autres, qui étaient en éveil et qui l'ont aussitôt accompagné. Elle se fait sans dirigeant (une première dans le monde arabe) et, pourtant, témoigne d'une unité incroyable dans les mots d'ordre : liberté, fin de l'autocratie, refus de la corruption, du népotisme, refus de la misère sociale, du chômage. Partout, c'est la même exigence de liberté, de dignité et de respect. Incroyable aussi, par le degré de responsabilité : sans organisation, les immenses manifestations de la place Tahrir au Caire ont été pacifiques, sans débordements, avec des mots d'ordre consensuels. Le rôle des réseaux sociaux, surtout Facebook et Twitter, est devenu un élément central dans la mobilisation et dans la diffusion de mots d'ordre repris par tous, y compris les islamistes, qui ont intégré le mouvement en marche (...) Cependant, les réseaux sociaux n'ont pu, en tant que tels, être le seul moteur des centaines de milliers de manifestants vers la place Tahrir. D'autres facteurs interviennent ici, qui ont rendu possible une telle action collective.»

C'est l'analyse de ces facteurs qui introduit la question centrale de la société civile, objet de l'ouvrage.

A la question «comment expliquer la vague qui submerge le monde arabe ?», les coordinateurs de l'ouvrage suggèrent quatre pistes :

«1. Il y a d'abord le fossé culturel qui s'est creusé entre les générations, encore élargi par la scolarisation généralisée dans tous les pays de la région. Ce que leurs aînés avaient supporté, les jeunes gens éduqués ne le supportent plus.» Courage et dignité sont les marques principales de la nouvelle génération.

«2. Pour les générations les moins jeunes, la conception de l'Etat qui prédominait, par delà les

expériences coloniales, était (sauf pour le Maroc) celle héritée de l'Empire ottoman. On ne lui demandait pas de ménager un espace public, mais de protéger les biens et de maintenir l'ordre, tout en respectant ce qui demeurerait des corps intermédiaires (corporations, ulémas, associations, notamment de charité). C'est cela qui a changé : désormais, l'exigence majoritaire de la société la conduit à interpeller l'Etat, mettant celui-ci dans l'obligation de respecter espace public et droits humains.»

«3. Les droits humains apparaissent désormais comme une revendication générale.»

4. Le cadre légitime pour les revendications est l'Etat-nation, incarné par l'emblème national brandi partout.

On ne retrouve plus la référence à la nation arabe ni à l'umma islamique.

A l'exception notoire de l'UGTT en Tunisie, les sociétés civiles non «organisées» et institutionnalisées semblent les plus impliquées. D'où le caractère spontané et inorganisé du mouvement, ce qui – malgré les provocations des tontons macoutes des pouvoirs en place – ne signifie pas qu'il soit anarchique ou porteur de chaos. Ces nouveaux vecteurs que sont les réseaux sociaux comme Facebook, Twitter, et certains médias dont Al-Jazeera, ont pour l'essentiel supplanté les associations, surtout chez les plus jeunes, pour donner aux soulèvements «l'élan initial nécessaire». La société civile ne peut cependant durablement se construire et se nourrir contre l'Etat. Il faut qu'il y ait une reconnaissance réciproque de légitimité pour qu'il y ait une société civile, même si la société civile a longtemps fait le jeu des régimes autoritaires et assuré leur survie.

«Prenons le cas de l'Algérie. L'Etat y a massivement investi dans le champ associatif, dans les deux dernières décennies, afin d'emprisonner la société dans un maillage qui lui permette de mieux la contrôler : dans chaque domaine, il promeut et finance toujours de nouvelles associations dans le but de marginaliser et neutraliser



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

les associations indépendantes, soumises à de multiples tracasseries. Souvent, celles-ci sont privées de toute ressource et, parfois même, de la reconnaissance ou de l'autorisation préalable, ce qui leur interdit d'exister légalement dans un espace public déjà restreint. En 2008, ainsi, l'ensemble des associations locales et nationales en Algérie était chiffré par le ministère de l'Intérieur à environ 81 000, dans leur majorité suscitées par le pouvoir (...) Le résultat de cette captation est une caricature de société civile, totalement inféodée à l'Etat, qui se l'approprie pour l'inclure dans son système de clientèles, qu'il utilise pour concurrencer ce qui reste des associations et groupements indépendants.»

Même si elle est aussi nécessaire à la démocratisation, la société civile peut, de même, être l'outil de régimes autoritaires. Ce qui, ailleurs, permet de se démocratiser peut servir ici comme instrument aux régimes les plus anti-démocratiques.

A. B.

(*) Anna Bozzo et Pierre-Jean Luizard (Sous la direction de), *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, éditions La Découverte, col. Textes à l'appui, série «Islam et société», Paris, 2011.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoiralgerie.com>
E-mail :
info@lesoiralgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Demain, je prends ma carte au RND !

Libération de 7 000 terroristes islamistes. Initialement, elle était prévue pour la première semaine de l'Ascension. Puis, elle a été décalée à la fête de la Pentecôte. Ensuite, elle a été reportée à la date de Nativité. Finalement, c'est décidé ! Elle aura lieu le 24 décembre prochain. Et c'est le ...

...Père Noël en personne qui ouvrira les cellules !

A travers une déclaration à *El Watan*, El Hachemi Sahnouni, membre fondateur du FIS mal dissous, donne l'exacte image de ce qu'est devenue l'Algérie aujourd'hui. Cet imam qui a participé à plonger le pays dans l'horreur appelle publiquement Ouyahia à démissionner et à laisser sa place à quelqu'un de plus compétent. Il ne s'agit pas d'aimer ou de détester Ouyahia. Il ne s'agit pas de gommer, d'arranger ou de maquiller le parcours de H'mimed. Il ne s'agit pas de lui tailler des croupières ou, au contraire, de lui offrir des fans-clubs prêts à l'emploi. Mais, «mah'ma kan el hal», par quelque bout que l'on prenne la chose, Ouyahia est le Premier ministre de la RADP, la République Algérienne, Démocratique et Populaire. Et Sahnouni, c'est l'un des papas assumés et génétiquement reconnus du «bébé» FIS et de sa descendance assassine. Je trouve tout de même fort de café qu'un prédicateur de cet acabit vienne comme ça, benoîtement, le doigt sur la couture de son kamis, décréter que H'mimed doit s'en aller. Tant qu'on y est, puisque nous entrons allègrement dans ce genre de «mises à niveau» mortelles entre un Premier ministre et un cofondateur de secte pré-terroriste, on peut alors y aller encore

plus franco. En demandant, par exemple, ce que pense Sahnouni du Crédoc, s'il croit que la mesure qui vise à bonifier les crédits d'investissement accordés aux PME, et qui implique une prise en charge de 2% sur les 5,5% de taux d'intérêts prélevés par les banques constitue réellement une mesure d'encouragement à l'investissement. Ne nous limitons pas au seul domaine économique ! Lâchons-nous, que diable ! Supplions El Hachemi Sahnouni de nous dire si l'Algérie doit ouvrir ou pas ses frontières avec le Maroc. Ne nous y trompons surtout pas ! L'intégrisme prendra les espaces que nous voudrions bien lui céder. Il ne répugnera à aucun entrisme. Et aujourd'hui, il en est déjà à exiger ni plus ni moins que le limogeage du Premier ministre. M'enfin ! Quels que puissent être mes différends avec Ouyahia, quels que soient les arguments plaçant en faveur de la fin de ce régime, je ne vais tout de même pas œuvrer à cela de concert avec un Hachemi Sahnouni ! Ou alors, il faut juste que les gens nous le disent clairement : pour en finir avec le système, nous ferons même alliance avec le FIS de Sahnouni. Si c'est celle-là l'option retenue, si l'Algérie doit se construire sur ce genre de deals, bla djed'ha que dès demain matin, moi qui suis allergique à tout encartement, je prends ma carte au RND ! Au fond, ça ne sera pas plus grave que de s'extasier, de tomber en béatitude devant les croisements d'un des fondateurs du FIS. La matrice du GIA ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.